



Royaume du Maroc
Conseil National des Droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

10 Mars 2011
10 مارس 2011

Mohamed Sebbar sur France-24 «La création du CNDH, une étape très avancée dans le processus de respect des droits de l'Homme»

La mise en place du Conseil national des Droits de l'Homme (CNDH) constitue une étape très avancée dans le processus institutionnel de défense et de respect des droits de l'homme au Maroc, a affirmé M. Mohamed Sebbar, Secrétaire général de cette nouvelle institution.

“Ce conseil constitue une étape plus avancée que ce qui existait auparavant, compte tenu des prérogatives expliquées dans le Dahir le régissant”, a indiqué M. Sebbar qui était l'invité, mardi soir, de l'émission “Daif wa Hadath” de la chaîne internationale “France 24+”. “Ce dahir garantit l'indépendance des membres du Conseil, de son

président et de son secrétaire général, qui ne seront jamais questionnés sur des faits, des gestes ou des paroles concernant l'exercice de leurs fonctions”, a-t-il ajouté, soulignant que “cette indépendance n'est pas seulement garantie par le texte mais aussi par les personnes”. Concernant les dossiers qu'il juge prioritaires pour le CNDH, M.

Sebbar a indiqué que “parmi les nouvelles prérogatives du Conseil, c'est qu'il peut s'opposer de lui-même à toute atteinte aux droits de l'Homme”, précisant que “tous les dossiers sont ouverts”, car “le Maroc a déjà connu un progrès dans le domaine des droits de l'homme, progrès qui était peut être relatif et limité au début des années 90”.

“Nous avons ouvert avec beaucoup d'audace et de courage les dossiers du passé”, a-t-il insisté, notant que “le Maroc se distingue par une grande dynamique de sa société civile, avec à sa tête les associations des droits de l'Homme qui ont su imposer leur agenda”.

“Nous avons parcouru de grandes étapes, mais nous n'avons pas encore répondu aux attentes de ces associations”, a-t-il toutefois relevé.

Il est donc de “notre devoir de contribuer avec force à élargir le champ des libertés, à garantir l'accès de tous les citoyens à leurs droits élémentaires, et à asseoir les bases de l'Etat des droits de l'Homme, de la citoyenneté, de l'égalité et de la dignité”, a-t-il dit. Interrogé sur les conditions de détention en milieu carcéral au Maroc, le Secrétaire général du CNDH a indiqué que parmi les prérogatives du nouvel organisme figure “le droit de visiter les prisons et de s'assurer que les détenus vivent dans des conditions exemplaires”.

Pour lutter contre le surpeuplement dans les prisons, il a jugé important de revoir l'application des peines pour que les établissements pénitenciers du royaume ne soient pas seulement un lieu de punition mais plutôt des institutions qui contribuent à l'intégration des prisonniers dans la société.

A la question de savoir si la peine de mort pourrait être abolie au Maroc,

considéré comme un “Etat abolitionniste de fait”, M. Sebbar a souligné que “le Royaume n'applique pas cette peine qui touche un droit sacré de l'être humain, le droit à la vie”.

Il a rappelé que l'abolition fait partie des recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation, affirmant par la même occasion “soutenir” la demande des organisations internationales, régionales, arabes et marocaines, des droits de l'Homme pour son abolition.

Interrogé sur les manifestations du 20 février dernier, le secrétaire général du CNDH a souligné que ces mouvements “ont prouvé que nous avons une jeunesse mûre, responsable et enthousiaste”, notant que leurs revendications sont “légitimes”, et qu’il faudrait les prendre en considération dans tout ce qui concerne la réforme générale dans notre pays”.

Il a, en revanche, estimé “impossible de comparer ce qui se passe au Maroc à ce qui se passe dans d'autres pays arabes dans le domaine des droits de l'Homme”.

“Nous avons comme ambition de ne pas nous comparer aux autres pays arabes mais aux pays de l'autre rive de la Méditerranée”, a-t-il dit, estimant toutefois que “ce qui s'est passé en Tunisie ou en Egypte, nous rend enthousiaste pour franchir de nouvelles étapes dans le processus de réformes dans notre pays”.

la création du CNDH, une étape très avancée dans le processus de respect des droits de l'homme au Maroc (M. Sebbar)

Paris- La mise en place du Conseil national des Droits de l'Homme (CNDH) constitue une étape très avancée dans le processus institutionnel de défense et de respect des droits de l'homme au Maroc, a affirmé M. Mohamed Sebbar, Secrétaire général de cette nouvelle institution.

"Ce conseil constitue une étape plus avancée que ce qui existait auparavant, compte tenu des prérogatives expliquées dans le Dahir le régissant", a indiqué M. Sebbar qui était l'invité, mardi soir, de l'émission "Daif wa Hadath" de la chaîne internationale "France 24+."

"Ce dahir garantit l'indépendance des membres du Conseil, de son président et de son secrétaire général, qui ne seront jamais questionnés sur des faits, des gestes ou des paroles concernant l'exercice de leurs fonctions", a-t-il ajouté, soulignant que "cette indépendance n'est pas seulement garantie par le texte mais aussi par les personnes".

Concernant les dossiers qu'il juge prioritaires pour le CNDH, M. Sebbar a indiqué que "parmi les nouvelles prérogatives du Conseil, c'est qu'il peut s'opposer de lui-même à toute atteinte aux droits de l'Homme", précisant que "tous les dossiers sont ouverts", car "le Maroc a déjà connu un progrès dans le domaine des droits de l'homme, progrès qui était peut être relatif et limité au début des années 90".

"Nous avons ouvert avec beaucoup d'audace et de courage les dossiers du passé", a-t-il insisté, notant que "le Maroc se distingue par une grande dynamique de sa société civile, avec à sa tête les associations des droits de l'Homme qui ont su imposer leur agenda".

"Nous avons parcouru de grandes étapes, mais nous n'avons pas encore répondu aux attentes de ces associations", a-t-il toutefois relevé.

Il est donc de "notre devoir de contribuer avec force à élargir le champ des libertés, à garantir l'accès de tous les citoyens à leurs droits élémentaires, et à asseoir les bases de l'Etat des droits de l'Homme, de la citoyenneté, de l'égalité et de la dignité", a-t-il dit.

Interrogé sur les conditions de détention en milieu carcéral au Maroc, le Secrétaire général du CNDH a indiqué que parmi les prérogatives du nouvel organisme figure "le droit de visiter les prisons et de s'assurer que les détenus vivent dans des conditions exemplaires".

Pour lutter contre le surpeuplement dans les prisons, il a jugé important de revoir l'application des peines pour que les établissements pénitenciers du royaume ne soient pas seulement un lieu de punition mais plutôt des institutions qui contribuent à l'intégration des prisonniers dans la société.

A la question de savoir si la peine de mort pourrait être abolie au Maroc, considéré comme un "Etat abolitionniste de fait", M. Sebbar a souligné que "le Royaume n'applique pas cette peine qui touche un droit sacré de l'être humain, le droit à la vie".

Il a rappelé que l'abolition fait partie des recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation, affirmant par la même occasion "soutenir" la demande des organisations internationales, régionales, arabes et marocaines, des droits de l'Homme pour son abolition.

Interrogé sur les manifestations du 20 février dernier, le secrétaire général du CNDH a souligné que ces mouvements "ont prouvé que nous avons une jeunesse mûre, responsable et enthousiaste", notant que leurs revendications sont "légitimes", et qu'"il faudrait les prendre en considération dans tout ce qui concerne la réforme générale dans notre pays".

Il a, en revanche, estimé "impossible de comparer ce qui se passe au Maroc à ce qui se passe dans d'autres pays arabes dans le domaine des droits de l'Homme".

"Nous avons comme ambition de ne pas nous comparer aux autres pays arabes mais aux pays de l'autre rive de la Méditerranée", a-t-il dit, estimant toutefois que "ce qui s'est passé en Tunisie ou en Egypte, nous rend enthousiaste pour franchir de nouvelles étapes dans le processus de réformes dans notre pays".

إحداث المجلس الوطني لحقوق الإنسان، خطوة جد متقدمة في مسلسل الدفاع عن هذه الحقوق بالمغرب (الصبّار)

باريس - أكد الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، السيد محمد الصبار، أن إحداث المجلس يشكل مرحلة جد متقدمة في المسلسل المؤسساتي للدفاع عن حقوق الإنسان واحترامها في المغرب.

وأشار السيد الصبار، الذي حل ضيفا على برنامج " ضيف وحدث" الذي بثته القناة الدولية "فرانس 24" أمس الثلاثاء، إلى أن الظهير المحدث للمجلس يضمن استقلالية أعضائه، ورئيسه وأمينه العام، الذين "لن تتم مساءلتهم حول أعمال أو أقوال لها ارتباط بممارسة مهامهم."

وأوضح أن من بين الصلاحيات الجديدة للمجلس "حقه في التصدي التلقائي" لأي خرق لحقوق الإنسان، مبرزا أن جميع الملفات في هذا المجال تظل مفتوحة، وأن المغرب شهد منذ مدة تقدما في مجال حقوق الإنسان، وهو "تقدم ربما ظل نسبيا ومحدودا في بداية التسعينات."

وتابع في السياق ذاته أن المغرب، الذي "فتح بقدر كبير من الجرأة والشجاعة ملفات الماضي، يتميز بحركية كبيرة داخل مجتمعه المدني وعلى رأسه جمعيات حقوق الإنسان التي استطاعت فرض أجندتها."

وقال إنه على الرغم من أن المغرب قطع مراحل كبيرة إلا أنه "لم يتم بعد الاستجابة لتطلعات وانتظارات الحركة الحقوقية"، معتبرا أنه من "الواجب المساهمة بقوة في توسيع مجال الحريات، وضمان حصول المواطنين على حقوقهم الأساسية، وإرساء أسس دولة حقوق الإنسان والمواطنة والمساواة والكرامة."

وفي ما يخص أوضاع الاعتقال في المؤسسات السجنية بالمغرب، أوضح الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان أن من بين الصلاحيات الجديدة للمجلس القيام بأعمال المراقبة، ومن ضمنها الاطلاع على أحوال السجناء والتأكد من مدى خضوع السجون للقواعد المعيارية النموذجية في معاملة السجناء.

ولمواجهة وضعية الإكتضاض بالسجون، يرى السيد الصبار أنه من الضروري تكريس أهمية المؤسسات السجنية كمؤسسات للإصلاح والمساعدة على إدماج السجناء داخل المجتمع، بدل اعتبارها أماكن للردع والعقاب فقط.

وردا على سؤال حول إمكانية إلغاء عقوبة الإعدام بالمغرب، أشار السيد الصبار إلى أن "المغرب لا ينفذ هذه العقوبة التي تمس حقا مقدسا للإنسان، وهو الحق في الحياة"، مذكرا بأن إلغاء العقوبة يشكل إحدى توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة.

وأعرب عن تأييده لدعوة المنظمات الحقوقية الدولية والإقليمية والعربية والمغربية لإلغاء هذه العقوبة.

ومن جهة أخرى، اعتبر السيد الصبار أن المظاهرات التي شهدتها مدن مغربية في 20 فبراير الماضي، أعطت الدليل على أن المغرب يزخر بشباب "ناضج ومسؤول ومتحمس"، معتبرا أن مطالب الشبيبة "مشروعة، ويجب التعامل معها في كل ما يتعلق بالإصلاح الشامل" بالبلاد.

وأوضح أنه لا يمكن المقارنة بين ما يحدث في المغرب وما تشهده بلدان عربية أخرى في مجال حقوق الإنسان، وأن طموح المغرب يكمن في "عدم مقارنته مع البلدان العربية الأخرى ولكن مع بلدان الضفة الأخرى للمتوسط"، مؤكدا أن ما وقع في تونس أو مصر "يجعلنا متحمسين لقطع مراحل أخرى في إطار مسلسل الإصلاحات ببلادنا."

وفي سياق آخر، أبرز الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان أنه يتعين "إعادة النظر في التدبير العام" بالمغرب من الزاوية الحقوقية أساسا، بما يضمن حرية التعبير والاحتجاج السلمي.

وبخصوص حقّ الإعلام، يرى السيد الصبار أنه "من الضروري التدشين لإعلام جديد يلبي الحاجيات الحقيقية لأوسع شريحة من الجمهور المغربي والمستهدفين من الإعلام العمومي عموماً"، مبرزاً أهمية أن يتحول الإعلام بالمغرب إلى "بورصة لتداول مختلف الأفكار والاختيارات والآراء والمشاريع."

Revue de Presse du Conseil National des droits de l'Homme

Droits de l'Homme au Maroc: Promotion par le sommet
(Maroc Journal 07/03/2011)

Sous l'intitulé "Droits de l'Homme au Maroc : Promotion par le sommet", le journal mauritanien a consacré un long article à la création d'une nouvelle institution publique pour la défense et la promotion des droits de l'Homme, en remplacement du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH) qui n'avait qu'une fonction consultative.

"La mise en place du CNDH n'est donc pas une surprise pour les observateurs de l'évolution politique et sociale du royaume, mais bien la confirmation d'un état d'esprit et d'une volonté politique de son roi", a fait observer le journal.

"Le Maroc fait figure, comme l'un des rares pays arabes où les mouvements sociaux se sont exprimés dans une certaine accalmie et un sens aigu de la responsabilité. Nonobstant les dérapages d'El Hoceima, les manifestations sociales de la jeunesse du 20 février 2011, dans ce pays, tolérées par les autorités, n'ont pas donné lieu à la confrontation et à l'anarchie sécuritaires vécues dans certaines contrées arabes" relève le quotidien

Le journal souligne en outre qu'il y a surtout "des raisons qui tiennent à l'ambiance de tolérance et de libertés d'expression, retrouvées sous l'ère de Sa Majesté Mohammed VI. Ce dernier s'impose depuis son accession au Trône contre la vision machiavélique de l'exercice du Pouvoir comme un souverain bien respecté et bien-aimé de son Peuple".

Et de poursuivre que "La révérence se fait par respect et conviction et non plus par peur ou par asservissement. Et c'est là toute la différence. Le royaume du Maroc s'est doté jeudi d'une nouvelle institution publique pour la défense et la promotion des droits de l'Homme, en remplacement du conseil des droits de l'Homme qui n'avait qu'une fonction consultative".

Le "quotidien de Nouakchott" met en avant que "Le secret du jeune monarque est qu'il est resté à l'écoute de son Peuple et sensible à ses espérances anticipant le vent de contestations qui se déchaîne et emporte avec lui les dirigeants du monde arabe qui n'ont pas su jauger les demandes de changements de leurs compatriotes et leurs aspirations à plus de justice sociale et de développement".

العدل والإحسان تعتبر المجالس المحدثثة أخيرا "التفافا على مطالب الشعب"

أندلس برس - الرباط

2011-03-09

اعتبرت جماعة العدل والإحسان المحظورة أن المجلس الاجتماعي والاقتصادي والمجلس الوطني لحقوق الإنسان، اللذين نصبهما مؤخرا الملك محمد السادس، يعتبران بمثابة "التفاف على المطالب الحقيقية للشعب الذي يتطلع أن يقطع دابر الفساد والمفسدين، ويطمح أن يحيى حياة كريمة في بلد ينعم فيه بالحرية والعدالة والكرامة."

وذكرت الجماعة، في افتتاحية على موقعها الرسمي، أن إحداث هذين المجلسين بعد الحركات الاحتجاجية الشعبية السلمية يوم 20 فبراير 2011، رافقته "إشارة من النظام السياسي أنه انخرط في الإصلاح منذ أكثر من عقد، حتى لا يفسر التأسيس على أنه نوع من الاستجابة لمطالب حركة 20 فبراير، ويؤول على أنه اعتراف ضمني بتأثير احتجاجات الشارع على مخزن يأبى أن يرى غيره فاعلا أو مؤثرا في الواقع السياسي للمغرب".

وتساءلت جماعة الشيخ عبد السلام ياسين عن جدوى هذه مجالس وعن القيمة المضافة التي حققتها سابقتها، أو ماذا يرجى من لواحقها أن تطورها، منتقدة كثرة المجالس المحدثثة من قبل الدولة "بدءً من المجلس الأعلى للماء والمناخ ونهايةً بالمجلس الوطني لحقوق الإنسان! وما أثقل كلفتها المادية على ميزانية الدولة!"

واعتبرت أن "تأسيس هيئات ومجالس عليا في العهدين قديمه وجديده، يوظفها لتوسيع قاعدة المنافحين عن النظام وأنها "لا تعدو أن تختزل في مقر فاخر وواجهة جذابة ولقاعات دورية أو ندوات مريخية وتقارير تبحث لنفسها عن رقم ترتيبي في قائمة التقارير التي تنوع بها الرفوف المتآكلة. مجالس تتنازل دون جدوى، وإلا ما مصير تقرير المجلس الأعلى للحسابات الذي سمي مؤسسات وهيئات وإدارات متهمه بسوء تدبير المال العام؟ لماذا لم تفعل مساطر المتابعة القضائية لمحاسبة الفاسدين المفسدين العابثين بمقدرات البلد؟"

وتساءلت الجماعة كيف "تبخرت توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة وتم الالتفاف عليها؟ وما جدوى المجلس الأعلى للتعليم الذي سخرت له الملايير وسُوق له على أنه منقذ المنظومة التعليمية من الإفلاس؟ ما حجم ما تحقق من نتائج ميدانية مقارنة مع الكلفة المالية؟ هل حوصر الهدر المدرسي؟ هل تحسنت مؤشرات الجودة أم أن المدرسة العمومية غدت تخرج الأميين؟"

"وفي الشأن الحقوقي الذي ازدان فراشه بوافد غير جلده القديم بعد أن استنفذ أغراضه، فسمي المجلس الوطني لحقوق الإنسان. المعضلة ليست فيمن يرصد الخروقات الجسيمة، بل في من يُفعل وينفذ. وفي هذا الصدد، ألم يعترف النظام من خلال أعلى سلطة في البلاد أن ملف ما يسمى السلفية الجهادية اعترت معالجاته خروقات وتجاوزات؟ لماذا لم تراجع أحكام هؤلاء المتهمين المسلوقة حقوق وحریات جلهم، المشردة أسرهم، الضائع أبناؤهم؟ ثم إن هناك أحكاما قضائية نهائية لا تجد طريقا للتنفيذ."

ولم يفت الجماعة التذكير ب"الأحكام التي صدرت باسم الملك" في ملف تشميع بيوت أعضاء

من جماعة العدل والإحسان، حيث صدرت أحكام قضائية ببطلان الإجراء، ومع ذلك فأصحاب البيوت في العراق يعتصمون أمام بيوتهم منذ سنوات .

واعتبرت جماعة الشيخ ياسين أن "النظام بهذه التدابير، يفضل الهروب إلى الأمام، ربحا للوقت وانتظارا لهدوء العاصفة؛ وفي ذات الحين يبعث رسائل إلى الشعب أن لا قابلية له في الإصلاح أو التغيير، ويؤكد تشبثه بنهج قديم يحدث بموجبه مجالس عليا كلما دعت الضرورة لذلك، يستثمر من خلالها الرصيد السياسي أو النقابي أو العلمي أو الديني أو الفني أو الرياضي لمن راكموا حصيلة قد تفيد في تسويق جرعات جديدة من الوهم ."

Revue de Presse du Conseil National des droits de l'Homme

Mohammed VI s'engage pour les droits de l'homme au Maroc

Le roi du Maroc a décidé la création d'un Conseil national des droits de l'homme pour répondre aux attentes de la population dans ce domaine.

Pour répondre au mécontentement des Marocains, qui se sont rassemblés le 20 février dernier pour réclamer des progrès en matière de droits de l'homme, le roi Mohamed VI vient de créer un nouvel organisme public, le Conseil national des droits de l'homme (CNDH). Cette structure vient remplacer le Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH) inauguré par le roi Hassan II en 1990.

Le nouveau Conseil se veut au cœur de l'action, alors que le précédent n'était que « consultatif ». Présidé par Driss el-Yazami, le CNDH sera constitué de représentants des pouvoirs publics, des ONG, des partis politiques et de la société civile, a précisé une source gouvernementale, jeudi 3 février.

Reprise des travaux de l'Instance équité et réconciliation

Son nouveau secrétaire général, Mohamed Sebbar, - nommé par le roi - a indiqué que l'organisme sera indépendant des pouvoirs publics et doté « de larges prérogatives dans les domaines de la protection et de la promotion des droits de l'homme ».

Il pourra par exemple demander à la justice l'ouverture d'enquêtes pour violation des droits de l'homme. Il aura pour compétences la « protection et la promotion des droits humains, y compris la mise en œuvre des recommandations de l'Instance équité et réconciliation », a-t-il ajouté. Issue du CCDH, celle-ci a été créée en 2003 par Mohammed VI afin d'aider à établir la vérité sur la répression menée pendant les années de plomb (1960-1999) sous le règne de son père Hassan II.

Elle avait recommandé l'abolition de la peine de mort et la mise en œuvre d'une stratégie de lutte contre l'impunité. Mais il lui a été reproché de ne pas avoir nommément désigné les responsables de ces années de répression, empêchant ainsi des poursuites judiciaires. Seules des indemnisations de plusieurs milliers de victimes ont été effectuées.

La question de l'indépendance

L'initiative a été saluée par plusieurs militants de droits de l'homme au Maroc, qui attendent toutefois d'en savoir plus avant de cautionner sans condition cette nouvelle structure.

« Nous allons examiner les statuts et donnerons ensuite notre point de vue sur cette instance et surtout sur son indépendance », a réagi Khadija Ryadi, la présidente de l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH), une des plus importantes ONG du pays.

De son côté, la présidente de l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH), Amina Bouayach a préféré attendre de prendre connaissance des statuts du CNDH avant de faire part de son avis sur la question. Elle a

néanmoins vanté l'engagement en faveur des droits de l'homme du président et du secrétaire général désignés et a reconnu leur implication dans ce domaine.

Driss el-Yazami, militant des droits de l'homme occupait jusqu'à présent la tête du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME). Il a milité dans les rangs de l'extrême gauche des années 1970 avant de s'exiler en France, où il a notamment occupé le poste de secrétaire général de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH).

Mohamed Sebbar, avocat, a dirigé une association indépendante de défense des droits de l'homme, le **Forum justice et vérité**, et milité au sein de l'AMDH (indépendante). (avec AFP)

أصدر الوكيل العام لدى محكمة الاستئناف بالرباط، قرارا بحفظ الشكاية التي كان قد تقدم بها الحاج علي المنوزي وزوجته لأجل البحث والتحري والتحقيق حول مصير ابنتهما الحسين المنوزي الذي تعرض للاختطاف من تونس، وما زال محل احتجاز منذ 29 أكتوبر 1972، حسب ما تعتقده العائلة.

وقد أفاد ن. مصطفى المنوزي، مودع الشكاية نيابة عن عائلة المختفي قسريا، لـ«الاتحاد الاشتراكي» بأن الوكيل العام أصدر قراره يوم 23 فبراير الجاري أي بعد ثلاثة أيام من احتجاجات حركة 20 فبراير التي اندلعت في مدن المغرب؛ وهو نفس اليوم الذي استقبل فيه وزير الداخلية الجمعية المغربية لحقوق الإنسان والمنتدى المغربي من أجل الحقيقة والانصاف، وأقر فيه الوزير - حسب حاضرين- بأن الرسالة وصلت إلى الجهات العليا.

قرار الحفظ بلغ إلى علم ن. المنوزي يوم الثلاثاء 8 مارس وهو في طريقه إلى وزارة العدل، حيث كان من المنتظر أن يحضر عن منتدى الحقيقة والإنصاف رفقة ممثلين عن تسع جمعيات مدنية وحقوقية لتدارس مطالبها المدونة في المذكرة المرفوعة منذ سنتين (9 أبريل 2009) حول إصلاح القضاء، مما أدى إلى عدوله عن حضور هذا اللقاء. وقال المنوزي: «اعتذرت عن حضور هذا اللقاء لأننا لم نكن نتوقع هذه «الهدية» التي حاولت قتل كل أمل خاصة لدى الوالدة الحاجة خديجة الشاو وهي تحتفل بعيد المرأة (8 مارس) وتستعد للاحتفال والعائلة بعيد ميلاد الحسين 11 مارس».

وعن تعليق القرار، اعتبر المحامي بأن «الوكيل علل موقفه بتقادم الوقائع المضمنة بالشكاية، والحال أن جرائم الاختطاف والاحتجاز والتعذيب، ولربما القتل العمد تعتبر جنائيات مستمرة في الزمان والمكان وليست جرائم فورية يمكن ان تخضع للتقادم الجنائي، بغض النظر عن جرائم الاختفاء القسري والتعذيب جرائم ضد الانسانية.

والغريب في الأمر - يضيف المنوزي- أن الوكيل العام يريد أن يظهر أنه «متتبع لما يجري»، لكنه «زاد في العلم» بأن أضاف تعليلا لا علاقة له بصلاحيته، إذ أصر على أن الوقائع المضمنة في الشكاية- ولم يبين بالضبط المقصود هل الجنائيات المقترفة أم المسؤوليات أو يقصد طلب التحفظ على المعتقل السري النقطة الثابتة ثلاثة- من الملفات التي سبق عرضها على هيئة الانصاف والمصالحة وأصدرت بشأنها توصيات، متجاهلا بأن رئيس المجلس الاستشاري قد اعترف بعجزه عن بلوغ حقيقة مصير 6 حالات على الأقل .

وقد أكد الاستاذ المنوزي بأنه سيعيد تقديم الشكاية إلى جهات أخرى قضائية وغير قضائية وطنية ودولية مادامت قرارات الحفظ وقتية، وليس لها طابع قضائي مقيد بأجال الطعن.